



**Détermination du périmètre des contrats, conventions et marchés
à soumettre au Conseil d'administration**

Conseil d'administration du 17 novembre 2023

Vu les articles 20 et 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

Considérant que pour les établissements publics d'enseignement supérieur à caractère administratif (EPA), le Conseil d'administration détermine les catégories de contrats, conventions ou marchés qui doivent lui être soumis pour approbation ;

Considérant que sont exclus de la présente délibération :

- les conventions ayant pour objet les prises de participation et les créations de filiales ;
- les conventions ayant pour objet des acquisitions, aliénations et échanges d'immeubles et les emprunts.

DÉCIDE

Article 1 :

Les contrats, conventions ou marchés devant être soumis au préalable au Conseil d'administration pour approbation sont ceux et celles dont les modalités financières, connues à la date de signature, sont supérieures à 1 000 000 €. Pour les marchés publics, ce volume financier s'apprécie par lot.

Article 2 :

Par conséquent, le directeur de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux est compétent pour approuver :

- Les conventions sans incidence financière ainsi que les avenants afférents ;
- Les contrats, conventions ou marchés, ainsi que les avenants afférents, dont les modalités financières connues à la date de signature sont inférieures ou égales à 1 000 000 €. Pour les marchés publics, ce volume financier s'apprécie par lot.